

Politique

AVEC LES SALARIÉS EN LUTTE, PORTER DES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR LE MONDE DU TRAVAIL

Trois points étaient à l'ordre du jour du Comité Fédéral qui s'est déroulé vendredi 26 mars au siège départemental du PCF, la situation internationale et nationale, le plan de campagne des européennes avec une dizaine de rendez-vous fixés jusqu'au mois de juin ainsi que la question de la liste conduite par Jacky Hénin.



DANS son rapport introductif au débat, Hervé Poly, secrétaire départemental de la Fédération du PCF du Pas-de-Calais, a tout d'abord salué la victoire aux élections présidentielles du FMLN au Salvador, victoire mettant un terme à vingt ans d'hégémonie de l'ARENA, le parti tristement célèbre des escadrons de la mort. «Certes le programme du FMLN est modéré, a-t-il précisé, mais il a le soutien d'une base plus révolutionnaire qui réclame des changements fondamentaux. Une bonne nouvelle donc pour cette région du monde et pour Cuba qui résiste à l'impérialisme américain qui a toujours considéré ces pays comme son pré carré.» Madagascar a fait ensuite l'objet de son intervention. «Bien loin d'un soulèvement populaire pour la démocratie comme le martèle les médias» ce pays, qui, malgré un taux de croissance de près de 6% en 2007, voit 70% de sa population vivre avec moins d'un dollar par jour et plus de 59% de sa population souffrir de malnutrition chronique, «conséquences de la politique de prescriptions néo libérales du FMI», est actuellement au centre d'une lutte d'influence entre les Etats-Unis et la France.

La crise actuelle prétexte et moyen pour les grands groupes à des restructurations pour maintenir le niveau élevé des dividendes

«L'actualité de ces prochains jours, a souligné Hervé Poly, c'est le sommet du G20 à Londres où

les grands de ce monde vont tenter de laisser croire à un nouveau Bretton Woods, où l'on refonderait le capitalisme, voire où l'on le moraliserait, pour tromper les peuples», opération de communication à mettre en rapport avec celle, en France, de Nicolas Sarkozy sur les «parachutes dorés». «Nous savons bien que la montagne accouchera d'une souris, a-t-il prévenu. Les discours optimistes d'une sortie de crise venue des Etats-Unis n'ont qu'un seul but, faire oublier la crise actuelle prétexte et moyen pour les grands groupes à des restructurations pour maintenir le niveau élevé des dividendes. La casse de l'emploi étant pour les multinationales la seule variable d'ajustement utilisée pour maintenir leurs profits.» «Car la crise n'est pas derrière nous, a précisé Hervé Poly, les chiffres du chômage du mois de février le confirment avec 80.000 chômeurs de plus en février après un mois de janvier record de 90.000 chômeurs. En 2 mois cela représente pas moins de 170.000 chômeurs.»

Une bataille idéologique d'ampleur est engagée

Cette situation doit mettre les communistes en alerte. Une bataille idéologique d'ampleur est engagée par les tenants du capital pour maintenir et développer, malgré la crise, et avec son aide, le système actuel et sa libéralisation.

«Bruxelles demande à la France que dès 2010 notre pays revienne à l'objectif du pacte de stabilité de 3%, le plus vite possible», a insisté Hervé Poly : «Ce dogme de la

réduction de la dépense publique lié au traité de Maastricht est la conséquence directe du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, de la baisse des moyens pour l'école, de la recherche et de la santé vouées à la marchandisation avec la réforme Bachelot sur l'hôpital.»

Dans cette bataille, le capital n'a pas partie gagnée. Partout en Europe, des luttes se développent, en France, mais aussi en Grèce et dans d'autres pays. La chute du gouvernement Tchèque qui assure la présidence de l'Union Européenne sur fond de ratification du traité de Lisbonne avec un sénat hostile, est aussi un des éléments importants qui doivent être intégrés dans la campagne des européennes.

Faire le lien entre la politique de Nicolas Sarkozy et celle de Bruxelles, politique nationale et européenne

«Autre élément, a-t-il fait remarquer, celui de la menace qui pèse sur les services sociaux d'intérêts généraux (SSIG) qui concerne le logement social, l'aide à l'enfance, l'aide à la personne en difficulté et qui sont aujourd'hui sous la menace d'une bombe à retardement, car demain ils pourraient être soumis aux mêmes règles de concurrence que n'importe quelle entreprise privée, après la libéralisation des secteurs de l'énergie, des télécoms, des services postaux ou des transports. Il faut savoir que depuis trois ans, notre groupe, le groupe GUE au parlement européen, se bat pour la mise en place d'une directive per-

mettant de mettre à l'abri ces services des règles du marché, refus de Bruxelles. Les SSIG sont un secteur alléchant pour les financiers, il draine 1400 milliards d'euros annuels. Bruxelles tente de répondre qu'une telle directive que nous défendons est contraire au traité de Lisbonne. Raison de plus d'ouvrir le débat public sur cette question comme nous l'avions fait avec la directive Bolkestein qui d'ailleurs dans sa nouvelle version de libéralisation des services doit être transposée dans le droit français (...) Il y a aussi l'avenir des maternités transformées en jardins d'enfants, la privatisation des gares au nom de la concurrence libre et non faussée, l'ouverture à la concurrence du trafic passagers ferroviaire au nom d'une directive européenne. La LRU, l'autonomie des universités directement inspirée du Sommet de Lisbonne cosignée par Jospin et Chirac de faire de l'Europe : l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde.»

Partant de ce point, Hervé Poly a insisté sur la nécessité, dans la campagne européenne, de faire le lien entre la politique de Nicolas Sarkozy et celle de Bruxelles, politique nationale et européenne ainsi que la double implication du PPE (la droite européenne) et du PSE (Parti socialiste européen) dans l'élaboration de cette dernière.

Porter la colère de notre peuple, être à l'offensive

«Nous devons dans le même temps porter la colère de notre peuple a-t-il conclu, colère qui

s'exprime dans les entreprises en proie aux plans de licenciements, aux fermetures de site. La victoire en Guadeloupe et en Martinique, le succès des manifs du 29 janvier, et surtout du 19 mars appelle de notre part à amplifier notre présence, à développer nos idées et nos propositions. C'est le sens des diverses propositions de loi sur la taxation des dividendes comme l'a fait Alain Bocquet, sur les licenciements comme le fait Marie-Georges Buffet, ou encore la réactualisation par le groupe au Sénat sur les fonds publics. Dans ce rapport de force avec le gouvernement en place, nous ne sommes pas en manque d'initiative. Dans toutes nos rencontres avec les salariés en lutte nous devons porter des propositions concrètes pour le monde du travail. Dans les différentes rencontres que nous allons avoir dans le cadre des européennes, nous devons populariser ses propositions qui nous permettent de dépasser les simples slogans et formules incantatoires. Sur toutes ces questions, nous devons être à l'offensive.» Après avoir exposé le plan de campagne du PCF pour les européennes avec une dizaine de rendez-vous militants dans le département ainsi que les motifs d'une motion proposée au vote du CF pour accélérer et optimiser l'engagement des communistes en faveur de la liste conduite par Jacky Hénin, un débat s'est engagé qui a donné lieu à divers éclaircissements ainsi qu'au vote de la motion précédemment évoqué à une quasi-unanimité.

J.S.